CONVENTION

Entre les soussignés :

● Le Conseil Général de la Gironde, représenté par Monsieur Philippe MADRELLE,
Président, autorisé aux fins des présentes par la délibération n° en date du

ci-après dénommé « Le Conseil Général »

d'une part,

● La Communauté Urbaine de Bordeaux, représentée par Monsieur Vincent FELTESSE,
Président, autorisé aux fins des présentes par la délibération n° en date du

ci-après dénommée « la Communauté Urbaine »

d'autre part,

PREAMBULE

La Communauté Urbaine envisage de réaliser des aménagements sécuritaires et de restructuration, tels que décrits à l'article 2 ci-après, au lieu dit « Mondion » sur l'avenue Stéphen COUPERIE (route départementale 10), de la commune de Saint Vincent de Paul.

Ces aménagements, bien que concernant directement une voie départementale, présentent toutefois un intérêt pour la voirie communautaire de par leur situation dans l'agglomération. Réalisés sur le domaine public départemental, ils nécessitent une autorisation d'intervention du Conseil Général, concrétisée par une convention.

La Communauté Urbaine, étant à l'initiative de ces travaux et en assurant tant la direction technique que le financement, aura la qualité de maître d'ouvrage pendant l'opération de construction.

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet :

- d'autoriser la Communauté Urbaine à réaliser des travaux de requalification de la voie sur le domaine public départemental.
- de déterminer les obligations des deux parties en ce qui concerne l'élaboration, l'exécution et le financement des travaux ainsi que les modalités d'entretien et de prise en charge ultérieure des aménagements réalisés.

ARTICLE 2 – CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le projet présenté sur le plan annexé à la convention, se définit comme suit :

- aménagement de la voie au droit du n° 37 bis (parcelle cadastrale 487 A24) :
 - création d'un plateau surélevé en béton bitumineux noir, de longueur : 18 m (2 rampants de 1,5m compris), de largeur : 5,70 m avec réalisation des raccords sur la chaussée
 - mise en place de bordures T3 en béton sur un linéaire de 18 m
 - mise en place de la signalisation réglementaire
 - la création d'un trottoir le long du plateau surélevé coté Sud

La Communauté Urbaine s'engage à réaliser les travaux dans le strict respect du projet ainsi défini.

ARTICLE 3 –COUT ET FINANCEMENT DE L'OPERATION

La Communauté Urbaine s'engage à assurer le financement total des travaux.

Le coût de l'opération s'élève à 21 000 € TTC.

Prestation Cub	Montants € T.T.C.
Coordination SPS	500 €
Signalisation	3 500 €
Voirie, assainissement.	17 000 €
	Total T.T.C. 21 000 €

ARTICLE 4 – MODALITES DE PAIEMENT

La Communauté Urbaine financera l'ensemble des travaux décrits dans la présente convention.

ARTICLE 5 – MODALITES DE REALISATION

Avant le commencement des travaux le Conseil Général prendra une délibération pour autoriser la Communauté Urbaine à réaliser les aménagements de voirie décrits à l'article 2.

La Communauté Urbaine assurera :

- la préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs
- la passation, la signature et la gestion des marchés de travaux et de fournitures
- le versement de la rémunération des entreprises et des fournisseurs
- la réception des travaux
- la gestion administrative, financière et comptable de l'opération

La date d'intervention sera fixée d'un commun accord entre les parties et fera l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier.

ARTICLE 6 –RECEPTION DES OUVRAGES

La Communauté Urbaine est tenue d'obtenir l'accord préalable du Conseil Général avant de prononcer la réception des ouvrages. En conséquence, les réceptions d'ouvrages seront réalisées selon les modalités suivantes :

- la Communauté Urbaine transmettra ses propositions au Conseil Général en ce qui concerne la décision de réception, y compris les éventuelles réserves
- le Conseil Général fera connaître sa décision à la Communauté Urbaine dans le mois suivant la réception des propositions de la Communauté Urbaine
- le défaut de décision du Conseil Général dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions de la Communauté Urbaine

La Communauté Urbaine établira ensuite le Procès-Verbal de réception et le notifiera à l'entreprise, dès lors que les réserves auront été levées, et copie en sera notifiée au Conseil Général.

ARTICLE 7 –REMISE DES OUVRAGES

Seuls les ouvrages dont la charge et l'entretien incombent au Conseil Général (chaussée/hors plateaux surélevés) seront remis après réception des travaux notifiée aux entreprises et à condition que la Communauté Urbaine ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour lui permettre une mise en service immédiate.

La remise interviendra à la demande de la Communauté Urbaine.

Celle-ci prendra effet immédiatement après la date du constat contradictoire donnant lieu à l'établissement d'un PV de remise en gestion au Conseil Général.

ARTICLE 8 –ENTRETIEN DES OUVRAGES

Le procès-verbal de remise des ouvrages définit précisément les parties d'ouvrages dont l'entretien incombe aux différents gestionnaires.

Après remise des ouvrages, la Communauté Urbaine assurera l'entretien des trottoirs et des plateaux surélevés.

ARTICLE 9 – DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION

- La notice d'étude de l'avant-projet réalisée par la Communauté Urbaine de Bordeaux
- un document graphique présentant et délimitant le périmètre d'intervention

ARTICLE 10 –TRANSFERT DE GARANTIES

La Communauté Urbaine remettra au Conseil Général, tout document permettant de mettre en œuvre les garanties, notamment les garanties particulières, liées à l'ouvrage.

ARTICLE 11 –LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif du lieu d'exécution de l'opération.

A Bordeaux, le

Pour le Conseil Général,

**Pour la Communauté Urbaine
de Bordeaux,**

LE PRESIDENT

LE PRESIDENT